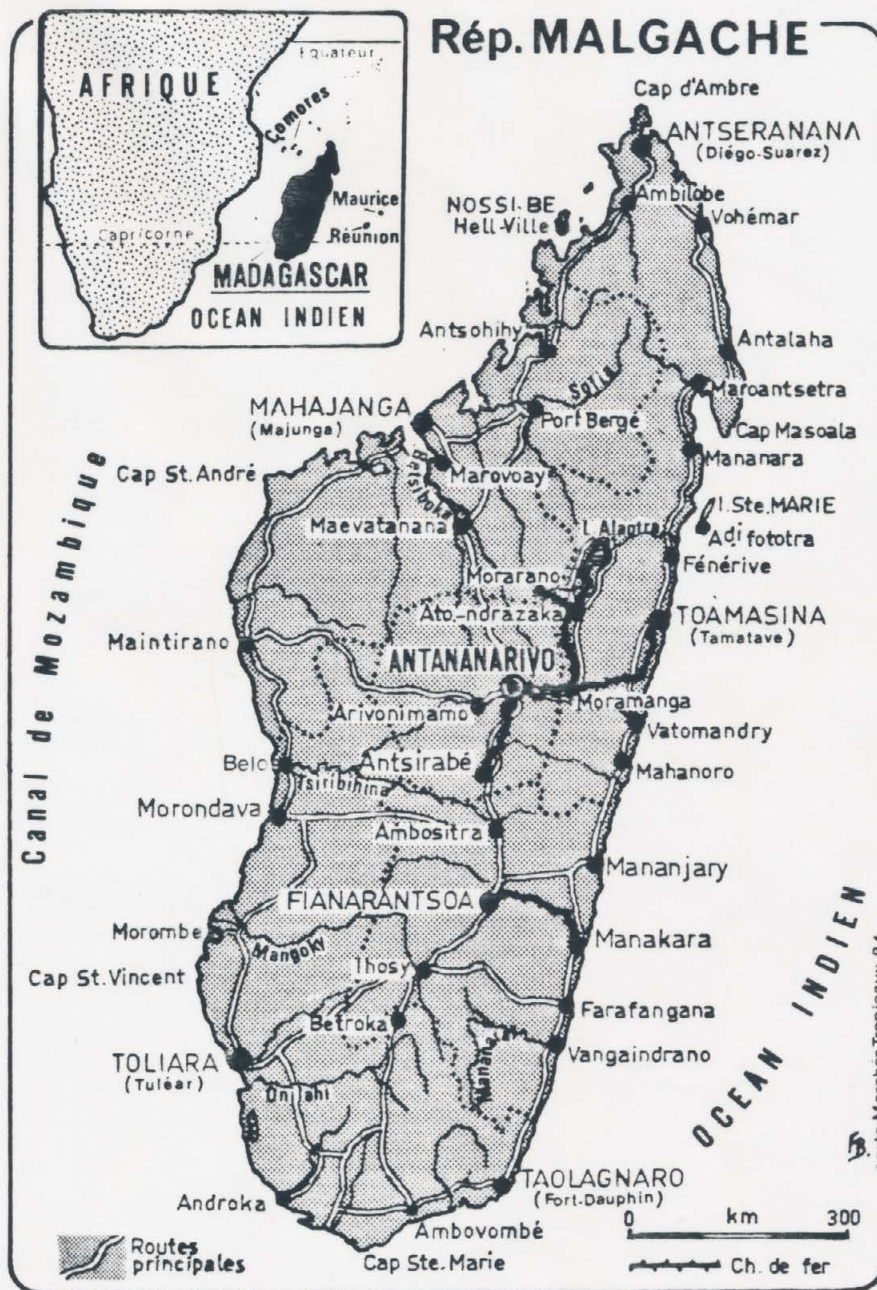


OFFICE FEDERAL DES AFFAIRES
ECONOMIQUES EXTERIEURES

Berne, le 9 août 1988

Rr/wf

Madagascar



I. Données générales

Superficie	: 587'000 km ² (Suisse: 41'300 km ²)
Nombre d'habitants:	10,6 mio (1986)
Croissance démographique	: 3,3 % p.a. (1980-86)
Capitale	: Antananarivo (env. 1 mio habitants)
Chef d'Etat	: Didier Ratsiraka depuis 1975
Premier Ministre	: Lieutenant-colonel, Victor Ramahatra (depuis 1988)
PNB/habitant	: 230 US\$ (1986)
Monnaie 1973	: 1 Frs. = 930 FMG
	: Madagascar quitte zone franc et coupe liens avec Occident

II Situation économique

Après treize ans de "centralisme démocratique", le Gouvernement malgache engage l'économie du pays dans la voie libérale. Cette année, la privatisation d'une grande partie des trois cents entreprises étatiques est prévue mais un certain scepticisme existe, surtout de la part du secteur privé malgache. Les investisseurs étrangers démontrent encore une certaine réserve. Depuis cinq ans, Madagascar applique un programme d'ajustement structurel avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale.

En février 1988, un nouveau système d'allocation des devises, le SILI (Système d'importations libéralisées) a été mis en place remplaçant le RIL (Régime d'importation libéralisé). Le SILI a pour objectif de simplifier la procédure d'importation donnant un rôle accru aux banques. En juin 1987, le franc malgache a subi une très forte dévaluation de 55 %. Depuis mi-1987, son taux de change est flottant en fonction de l'offre et de la demande de devises qui restent rares.

Le taux de croissance économique, 2,2 % en 1987 et 0,8 % en 1986, est insuffisant compte tenu d'une croissance démographique dépassant 3 % par an. Le PNB par habitant, 230 \$US, est l'un des plus faible du monde et le revenu réel par habitant a diminué de moitié depuis 1984.

Les recettes d'exportation, estimées entre 300 et 335 mio \$US par an, sont restées au même niveau ces dernières années. Le prix des produits d'exportation, tel le café, la vanille et le clou de girofle a diminué. Seul le secteur du riz, dont le commerce a été libéralisé, a connu de meilleurs résultats. Néanmoins, 200'000 tonnes de cet aliment de base pour Madagascar doivent être importées par an. Pour ses importations pétrolières, le pays dépend à 60 % de l'URSS.

Madagascar souffre d'un manque chronique de devises. Le service de la dette très élevé constitue un lourd problème pour son économie. En 1986/87, le service de la dette absorbait 90 % des recettes d'exportation avant rééchelonnement et 50 à 60 % après rééchelonnement. La dette extérieure totale est estimée à 3,2 mrd \$US en juin 1987. 65 % sont dus aux créanciers officiels, 30 % aux organismes internationaux et 6 % aux créanciers privés. La dette envers les pays de l'Est représente environ 18 %.

Madagascar, qui se trouve dans une zone qualifiée de vitale par les stratèges de l'OTAN, bénéficie d'un large soutien de la communauté internationale. Au début de 1988, le pays a reçu 700 mio \$US d'aide financière.

III Echanges commerciaux Suisse-Madagascar

<u>Année</u>	<u>Importations</u> (en mio frs)	<u>Exportations</u>	<u>Solde</u>
1983	3,5	12,8	+ 9,3
1984	4,2	7,7	+ 3,5
1985	5,2	6,0	+ 0,8
1986	2,9	10,7	+ 7,8
1987	3,5	8,0	+ 4,5
Janv.-juin 1987	2,2	5,0	+ 2,8
Janv.-juin 1988	1,9	4,0	+ 2,1

Principales importations 1987:

Vanille (1,7 mio Fr.), légumes préconservés (0,9 mio), café (0,2 mio), poivre (0,2).

Principales exportations 1987:

Matières colorantes (1,4 mio), ouates (0,7 mio), désinfectants, insecticides (0,6 mio), machines.

IV. Accords économiques bilatéraux

- Accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique du 17 mars 1964
- Accords de consolidation de dettes:

I	10 septembre 1981	}	pour un total de 13,9 mio Frs.
II	12 octobre 1982		
III	14 septembre 1984		
IV	18 octobre 1985		
V	22 janvier 1987		

Madagascar devrait passer au Club de Paris en septembre prochain et un nouvel accord bilatéral devra être conclu.

- 4 -

an	GRU								
Datum	12.08.								16.8
Visa	*								*
EDA		12.0888		-9					
Ref: p. B. 73. Madag. 0.									

- Accords d'aide à la balance des paiements:
- I 28 décembre 1982 (10 mio Frs. bilatéral)
 - II 12 janvier 1984 (")
 - rallonge 14 septembre 1984 (5 mio Frs. bilatéral)
 - III 20 décembre 1985 (10 mio Frs. bilatéral)
- à signer: approuvés par le Conseil fédéral:
- IV (10 mio Frs. bilatéral)
 - V (10 mio Frs. cofinancement du crédit d'ajustement du secteur public de la Banque mondiale).

V Aide au développement suisse

Le Madagascar est un pays de concentration de la DDA. Le montant mis à disposition au titre de coopération technique et d'aide financière bilatérale est de près de 30 mio frs en 1986/87.

VI Investissements suisses

A Madagascar, l'on a assisté à des désinvestissements suisses.

La SMPL (Société malgache de produits laitiers), filiale de Nestlé, a dû faire face à des difficultés croissantes surtout par manque de matières premières. En 1982, Nestlé fit cadeau de sa part de capital (70 %), au Gouvernement malgache, conservant toutefois un contrat d'assistance technique avec la SMPL.

Les promoteurs de l'Hôtel Holiday Inn à Nossi Be (Aftraco SA, Fribourg) remirent aussi leurs actions à titre gracieux au Gouvernement malgache au début de 1987. L'hôtel nécessitait un investissement supplémentaire d'environ 1,8 mio frs. Aftraco y renonça, ne pouvant pas obtenir la majorité du capital. D'autre part, le Gouvernement malgache s'était montré très peu coopératif.

VII Problèmes économiques bilatéraux

Actuellement aucun.

Pro memoria:

L'entreprise Eugen Schmid AG, Wohlen a conclu un contrat de livraison de balles de raphia avec la société d'exportation étatique CETA le 30.5.1985. Malgré le paiement d'un acompte de FF 15'000 et des interventions répétées de l'Ambassade de Suisse le contrat n'a pas été honoré par CETA. L'acompte a entretemps été remboursé.

Des arriérés de paiement envers Nestlé et Kundig ont été réglés.

Copies: - B, Gi, Es, Gb, Ee, Rr (2)

- DFAE, Division politique II, Ambassadeur Ruegg, M. Gruber